



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Seizième session
Réunion en ligne, 5, 7 et 21 avril 2022
Recommandations et rapport du Groupe de réflexion de la CMP sur les systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles
Point 8.8.1 de l'ordre du jour
Document établi par le Groupe de réflexion de la CMP sur les systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles

1. Généralités

- [1] Au cours de la quatorzième session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) (2019), les notions d'organismes nuisibles d'apparition récente et de situations d'urgence ont été examinées. Plusieurs pays ont exprimé leur préoccupation concernant l'expansion rapide de *Spodoptera frugiperda* (légiionnaire d'automne), se montrant très favorables à ce que la communauté de la CIPV étudie comment élaborer et/ou renforcer les systèmes mondiaux d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles.
- [2] En outre, au cours de cette même session, qui portait sur les réussites dans la mise en œuvre de la CIPV et les obstacles rencontrés, l'ORPV *Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria* (OIRSA)¹ a présenté son système d'alerte et d'intervention d'urgence bien établi, qui a permis d'éradiquer une incursion du criquet pèlerin d'Amérique centrale *Schistocerca piceifrons piceifrons*) dans les dix-huit heures suivant sa détection. Ce résultat est le fruit de l'excellente coordination entre les autorités de haut niveau et les procédures établies pour assurer une communication et des interventions en temps opportun.
- [3] L'OIRSA et la FAO ont organisé des exercices de simulation pour contribuer au renforcement des capacités des ONPV de la région à faire face aux infestations d'organismes nuisibles. Une vidéo de la simulation présentant toutes les mesures prises par le Nicaragua contre *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* race tropicale 4 (TR4) est disponible sur le site internet de l'*Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria* (IPSA)². Le secrétariat de la CIPV a assisté à cette simulation pour mieux comprendre le fonctionnement du système de l'OIRSA.
- [4] Les participants à la quatorzième session de la CMP (2019) ont demandé au Bureau d'élaborer un plan d'action pour mettre en place un système d'intervention d'urgence de la CIPV contre les organismes nuisibles et de le soumettre à la Commission, à sa quinzième session (2020), avec la contribution du Groupe de la planification stratégique. Le secrétariat de la CIPV a élaboré le document et le Groupe de la planification stratégique a suggéré d'aligner cette initiative sur un des éléments du programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV 2020-2030, intitulé «Renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles», qui intègre les notions d'«organismes nuisibles d'apparition récente» et de «situations d'urgence». Il a été convenu que le champ d'application serait limité aux organismes de quarantaine ou aux organismes de quarantaine potentiels.
- [5] Un projet de plan d'action a été élaboré avec les apports de l'équipe de la FAO sur les criquets pèlerins et les organismes nuisibles transfrontières, du Bureau de la CMP (juin 2019), du Groupe de la planification stratégique (2020), de la Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux (2020-2021), du Comité des normes (CN) et du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités (CMR) (2020). Ce dernier est convenu en particulier qu'un projet à l'appui de ces travaux était aligné sur les objectifs stratégiques de la CIPV présentés dans le Cadre stratégique de la CIPV 2020–2030, qu'il avait une valeur stratégique et qu'il offrait un avantage concurrentiel.

¹Site web de l'ORPV *Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria* (OIRSA) <https://www.oirsa.org/>

² Vidéo des partenaires internationaux pour l'agriculture durable simulant les mesures prises pour contrer le *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* race tropicale 4 au Nicaragua, en août 2019: <https://www.ipsa.gob.ni/NOTICIAS/itemid/157/SIMULACRO-IPSA-ANTE-UN-POSIBLE-BROTE-DE-LA-MARCHITEZ-POR-FUSARIUM>

- [6] La prévention des organismes nuisibles est effectivement très rentable. Une analyse récente a indiqué que les invasions d'insectes coûtaient, à elles seules, pas moins de 76 milliards d'USD par an à travers le monde³.

Activités

Appels à la collecte d'expériences et de ressources relatives au thème

- [7] Les participants à la quatorzième session de la CMP (2019) avaient demandé que la présentation d'informations actualisées sur les problèmes liés aux organismes nuisibles d'apparition récente soit ajoutée à l'ordre du jour de la CMP, en tant que point permanent. Un appel à propositions d'alertes des parties contractantes en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles avait été lancé dans le cadre des préparatifs de la quinzième session de la CMP (2020). La réunion de la CMP prévue en avril 2020 ayant été annulée, les réponses reçues n'ont pas été présentées.
- [8] Un appel à communication de ressources techniques phytosanitaires liées aux systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles a été lancé en 2020. Quatre ressources techniques permettant d'assurer le suivi de la répartition des organismes nuisibles ont été reçues. Ces ressources ont été mises en ligne sur le PPI.

Liens avec les initiatives de la FAO relatives aux organismes nuisibles d'importance phytosanitaire

- [9] Les expériences acquises en matière de lutte contre la chenille légionnaire d'automne (*Spodoptera frugiperda*) ont été prises en compte, notamment la manière dont les mécanismes de coordination et les réseaux peuvent être mis en place aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial afin de garantir une action appropriée et efficace. Dans le cadre du plan d'action mondial contre la chenille légionnaire d'automne, le secrétariat de la CIPV a créé et gère un Groupe de travail technique FAO/CIPV sur la chenille légionnaire d'automne et les mesures de quarantaine et phytosanitaires. Des directives sur la prévention de la légionnaire d'automne ont été publiées et constituent l'une des composantes de la boîte à outils.
- [10] Le secrétariat de la CIPV participe également à un projet de la FAO consacré à l'élaboration d'une stratégie applicable à l'ensemble de l'Amérique latine et visant à empêcher la propagation du *Fusarium oxysporum f. sp. cubense* race tropicale 4 (TR4). Une équipe du CMR a été mise en place en septembre 2021 en vue d'aider à intervenir rapidement face à l'apparition de foyers de TR4.
- [11] Les enseignements tirés de ces activités sont exposés en détail au point 5 du document intitulé «Considerations related to the information systems and tools available through the POARS» (considérations relatives aux systèmes et outils d'information disponibles par le biais des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles).

Activités menées en 2021 par le Groupe de réflexion de la CMP sur les systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles

- [12] En juillet 2020, le Bureau de la CMP a créé, au nom de la CMP, un Groupe de réflexion sur les systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles (ci-après le «Groupe de réflexion») et a demandé au secrétariat de la CIPV de lancer un appel à candidatures d'experts. En décembre 2020, le Bureau de la CMP a sélectionné 16 experts⁴, notamment des représentants du Bureau

³ InvaCost, base de données publique répertoriant les coûts économiques des invasions biologiques à travers le monde, est disponible à l'adresse <https://www.nature.com/articles/s41597-020-00586-z>

⁴ Liste des membres du groupe de réflexion sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles:

de la CMP, du Comité des normes et du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, des experts issus de chacune des régions de la FAO (à l'exception de la région du Proche-Orient qui ne s'est pas portée candidate), un expert appartenant à une organisation régionale de la protection des végétaux, et des experts issus de plusieurs organisations internationales (Center for Agriculture and Biosciences International [CABI], Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], Organisation mondiale de la santé animale [OIE] et Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA]) ainsi que deux réseaux d'institutions de recherche: le Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et la Société internationale de phytopathologie.

- [13] Le Groupe de réflexion a tenu des réunions mensuelles en ligne, du mois de janvier au mois de septembre 2021. En outre, quinze sous-réunions ont été organisées en vue de mener à bien les douze tâches définies dans son mandat. Pour assurer une planification efficace de la mise en œuvre, chacune des douze tâches a été confiée à un expert du Groupe de réflexion qui s'est porté volontaire pour diriger les travaux relatifs à cette tâche, avec le soutien d'autres experts du Groupe. Chaque tâche (thème) a fait l'objet d'un examen approfondi, en lien avec d'autres tâches connexes. Plus de 20 réunions parallèles ont également été organisées afin de faire avancer les travaux relatifs à ces tâches.
- [14] Des séances d'exposés ont également été organisées au cours desquelles les responsables des systèmes existants d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles ont présenté en détail le fonctionnement de leurs systèmes, notamment: le Système de prévention des crises de la FAO (EMPRES); les systèmes de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP); le système de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA); le système de notification des maladies des végétaux de l'Union européenne (EUROPHYT); la Plateforme française d'épidémiosurveillance en santé végétale; le système de veille épidémiologique à partir de sources ouvertes utilisé par la FAO dans le domaine de la santé animale; le système Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA); le système du Center for Agriculture and Biosciences International (CABI); le logiciel pour la planification et la gestion des systèmes d'irrigation (CROPWAT); le système de la Communauté du Pacifique; le système australien; le système de l'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes; le réseau national de diagnostic des végétaux des États-Unis d'Amérique; le système de veille épidémiologique à partir de sources ouvertes (EIOS) de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE); Pest Lens; le réseau d'experts argentins (SINAVIMO) et le Centre de gestion des urgences de santé animale de la FAO et outils connexes. Une étude présentant de nombreux systèmes d'alerte et d'intervention de premier plan a été réalisée et sera publiée au cours du premier trimestre de 2022. Le Groupe de réflexion⁵ a également formulé des recommandations détaillées pour chacune des tâches.
- [15] Toutes les décisions prises ont été fondées sur l'expérience professionnelle des experts, ainsi que sur les connaissances relatives aux systèmes d'alerte et d'intervention existants et sur l'analyse de ces systèmes présentés dans l'étude décrite ci-dessus. Tous les rapports de réunions ont été mis en ligne sur le PPI.
- [16] À la lumière des travaux menés jusqu'à présent par le Groupe de réflexion, les éléments exposés dans le présent document portent sur l'élaboration, la mise en œuvre et la maintenance d'un système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. Une nouvelle appellation a été recherchée pour indiquer le caractère mondial du système. Les membres du Groupe de réflexion ont cependant exprimé des idées très divergentes et cette question devra être étudiée plus avant avec l'aide d'un expert en communication, étant entendu qu'il existe de nombreux acronymes et qu'un seul mot pourrait

https://assets.ippc.int/static/media/files/publication/en/2021/02/Focus_Group_for_Strengthening_Pest_Outbreak_Alert_and_Response_Systems_Membership_List_2021-02-16.pdf

⁵ Documents publiés sur le PPI: <https://www.ippc.int/fr/publications/>.

permettre de mieux faire passer le message. Entre temps, ce système sera qualifié dans le présent document de «système d’alerte et d’intervention en cas d’apparition de foyers d’organismes nuisibles».

- [17] Le Groupe de réflexion considère le système comme étant un ensemble de personnes, d’organisations, d’informations et d’outils, coordonné par le secrétariat de la CIPV. Le «système» est donc plus qu’un logiciel ou un système informatique, contrairement à ce qui est parfois évoqué de manière implicite.
- [18] Grâce à un travail cohérent et progressif, les considérations suivantes ont été formulées et présentées au Groupe de la planification stratégique en octobre 2021⁶. Le Groupe de la planification stratégique a remercié le Groupe de réflexion pour la qualité des résultats préliminaires et du rapport. Les contributions du Groupe de la planification stratégique sont incluses dans le présent document.

2. Considérations relatives aux définitions

- [19] Le Groupe de réflexion suggère au Comité des normes de demander au Groupe technique sur le glossaire de réfléchir à l’expression «organisme nuisible d’apparition récente» et à une définition à inclure dans la NIMP 5 (Glossaire des termes phytosanitaires). Cette expression doit être adaptée/alignée sur les activités du système d’alerte et d’intervention en cas d’apparition de foyers d’organismes nuisibles. La définition suivante est proposée:

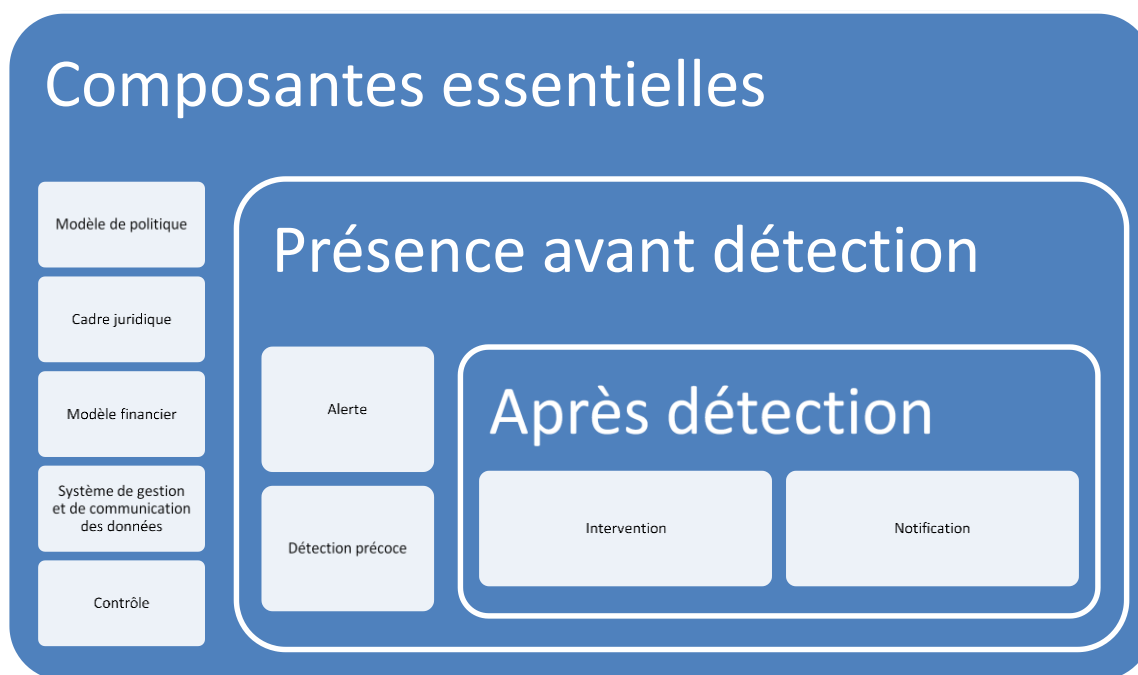
«Un organisme nuisible qualifié d’organisme de quarantaine pour lequel le risque ou l’impact phytosanitaire au sein d’une zone a récemment augmenté de manière significative, en raison de modifications des facteurs intrinsèques de l’organisme nuisible, de ses hôtes, de ses voies d’introduction ou de facteurs liés à l’environnement, les dommages potentiels atteignant des proportions épidémiques».

- [20] Le comité des normes pourrait aider le Groupe à harmoniser la terminologie relative à la planification des activités de prévention, de préparation et d’intervention rapide, en particulier les expressions plan de contingence, plan d’urgence, plan de prévention, plan de préparation, plan d’action et plan d’intervention.

3. Composantes essentielles du système d’alerte et d’intervention en cas d’apparition de foyers d’organismes nuisibles

- [21] Toutes les composantes ont été présentées de manière précise et détaillée dans le rapport intégral et sont résumées dans la figure 1.

⁶ Dixième réunion du Groupe de la planification stratégique, octobre 2021:
https://assets.ippc.int/static/media/files/publication/en/2021/12/FINAL_SPG_Oct_Report_2021-12-07.pdf

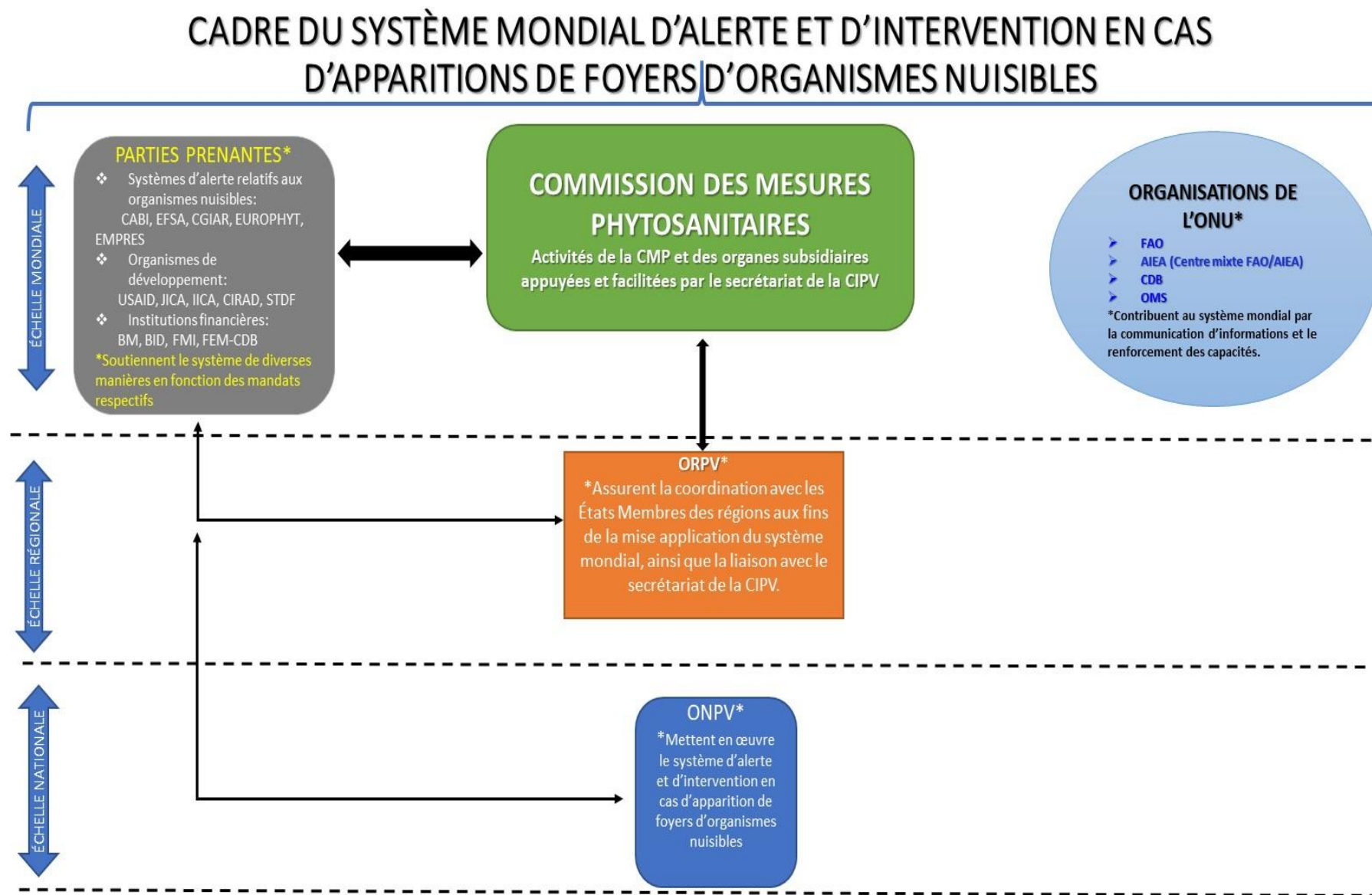
Figure 1. Éléments fondamentaux d'un système d'alerte et d'intervention

4. Considérations relatives aux liens existants avec d'autres organes et parties prenantes

[22] Le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles doit permettre de créer des synergies et d'éviter les chevauchements d'activités avec celles menées par d'autres organisations. Il doit faciliter l'interconnexion entre les organisations internationales, régionales (voir point 6) et nationales et les autres parties prenantes, ainsi que les activités menées par ces entités. Il appuiera également les activités de lutte contre les organismes nuisibles d'apparition récente. Le système doit être parfaitement interconnecté à tous les niveaux par le biais de voies de communication clairement établies. Le Groupe de réflexion estime qu'il est impératif d'établir un cadre pour le système mondial (tel que décrit dans la figure 2). Le cadre présente les organisations et les parties prenantes impliquées et indique les interconnexions existantes. Le comité proposé pour le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles (voir le point 6 du présent document) fournirait des orientations et assurerait la supervision du système.

[23] Le rôle important que jouent les ORPV en venant en aide aux ONPV et en coordonnant les interventions en cas d'apparition de foyers au sein de leurs régions est mis en évidence ci-après. Comme cela a été souligné lors de la réunion du Groupe de la planification stratégique en octobre 2021, les ORPV fonctionnent toutes dans des contextes différents et ont des capacités différentes. Leur participation au système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles devra donc demeurer flexible, et dépendra de leur volonté et de leurs caractéristiques. Leur rôle serait déterminé au cas par cas et pourrait se traduire par un simple partage d'informations, pouvant aller jusqu'à la participation aux activités de lutte. Les ONPV sont plus proches des foyers et des circonstances dans lesquelles les interventions sont menées. Le système d'alerte et d'intervention pourrait leur fournir des conseils d'ordre stratégique et technique ainsi que des moyens de renforcer leurs capacités.

Figure 2. Cadre proposé pour le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles.



[24] Comme cela se fait dans les systèmes parallèles en santé animale, des réunions des parties prenantes devraient être organisées périodiquement en vue d'obtenir des informations sur la situation des différents organismes nuisibles d'apparition récente, et sur les objectifs plus ambitieux concernant le fonctionnement du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. Les parties prenantes concernées seraient notamment les bureaux de la FAO, les donateurs et les organisations internationales.

5. Considérations relatives aux systèmes d'information et aux outils disponibles par l'intermédiaire du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles

[25] La création d'une page web en accès libre consacrée au système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles (disponible sur le site web de la CIPV, <https://www.ippc.int/fr/>) permettrait de présenter différents types d'informations. Il est également fortement conseillé de mettre au point une application mobile connexe gratuite permettant de produire des alertes.

[26] Les suggestions suivantes sont formulées concernant les systèmes et outils d'information:

- Il conviendrait de créer une **page web consacrée au système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles** et d'établir des correspondances entre cette page web et les sites web des ORPV. La page web ainsi que l'accès aux informations devraient être conviviaux et disponibles dans les différentes langues officielles de l'ONU.
- **La page web devrait donner accès à une boîte à outils comprenant:**
 - des processus automatisés permettant d'analyser les médias et les sources scientifiques afin de trouver des informations sur les organismes nuisibles d'apparition récente et de diffuser ces informations aux parties concernées/intéressées (système de veille épidémiologique à partir de sources ouvertes, par exemple);
 - une visualisation des données relatives à la répartition géographique des organismes nuisibles d'apparition récente et à leur dissémination progressive;
 - des outils permettant de collecter et d'échanger des données relatives à la surveillance des organismes nuisibles d'apparition récente;
 - des outils de surveillance et de lutte contre les organismes nuisibles d'apparition récente (suppression, enrayement ou élimination de populations d'organismes nuisibles).
- Le secrétariat de la CIPV a mis en place un Groupe de travail technique FAO/CIPV sur la chenille légionnaire d'automne, chargé des mesures de quarantaine et phytosanitaires, ainsi qu'une équipe du CMR consacrée à *Fusarium oxysporum f. sp. cubense* (race tropical 4). Une description plus détaillée de ces activités est présentée au point 13 de l'ordre du jour. Des ressources techniques ont été élaborées à l'échelle mondiale (c'est-à-dire des directives relatives à la prévention, à la préparation et aux interventions menées face à ces organismes nuisibles). Des ateliers consacrés au contenu de ces directives ont également été organisés en ligne. Les enseignements tirés de ces activités justifient la demande de mise à disposition d'outils et de procédures permettant d'avoir plus facilement accès à l'expertise en matière de diagnostic, de surveillance et de lutte (à examiner au titre du point du programme de développement intitulé «Réseau de laboratoires de diagnostic»), ainsi qu'aux plans d'intervention et aux manuels de procédures permettant d'assurer la surveillance et la lutte contre les organismes nuisibles d'apparition récente.
- Des pages web spécifiques pourraient être créées pour certains organismes nuisibles d'apparition récente (comme celle consacrée à la chenille légionnaire d'automne, par exemple).

- Le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles devrait prévoir le renforcement des capacités des ONPV à détecter plus facilement les organismes nuisibles, ainsi que des mesures visant à les inciter à en signaler la présence. Les rapports sur les organismes nuisibles doivent être soumis en temps voulu et de manière transparente et les ONPV doivent répondre rapidement aux demandes de validation des rapports.
- Le système d'information doit être soutenu sur le plan juridique (notamment garantir qu'il n'y ait pas de problème de responsabilité pour le secrétariat de la CIPV).

[27] **Le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles est intrinsèquement dépendant des notifications d'organismes nuisibles soumises par les parties contractantes.** Le secrétariat de la CIPV a établi un plan de travail relatif aux obligations nationales en matière de communication d'informations (ONC), sous la supervision du Comité de mise en œuvre et de renforcement des capacités (CMR) et de l'équipe du CMR chargée des ONC (voir point 11.2 de l'ordre du jour). Afin d'encourager la communication d'informations concernant les organismes nuisibles, le Groupe de réflexion sur le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles a échangé des points de vue avec l'équipe du CMR chargée des ONC et a formulé quelques suggestions, notamment :

- Contribuer au renforcement des capacités en matière de communication d'informations sur les organismes nuisibles (lors des ateliers régionaux de la CIPV, par exemple), en ciblant également la direction et en fournissant des études de cas sur les avantages concrets découlant de la communication d'informations.
- Encourager la communication d'informations, notamment en donnant accès à un fonds d'urgence en cas d'apparition de nouveaux foyers d'organismes nuisibles.
- Établir une liste des parties contractantes ayant fait preuve d'excellentes performances en matière d'ONC, ce qui contribuera à instaurer la confiance.
- Communiquer officieusement aux parties contractantes des informations provenant d'autres sources, notamment le système de veille épidémiologique à partir de sources ouvertes (EIOS), et les encourager à communiquer officiellement la présence des organismes nuisibles dont il est question.

6. Considérations relatives à la gouvernance du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles

[28] En s'acquittant des tâches définies dans son mandat, le Groupe de réflexion s'est penché sur la manière de rendre opérationnel un système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, ainsi que sur les dispositions institutionnelles les plus appropriées. Les questions suivantes ont été abordées.

[29] **Le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles doit-il être mis en œuvre sous l'égide de la CMP ou par le biais d'autres mécanismes?** Des systèmes similaires dans les domaines de la santé humaine et de la santé animale ne sont pas toujours gérés par l'organisme international d'établissement de normes reconnu pour le secteur. Le Groupe de réflexion considère toutefois que le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles devrait être établi par la CMP, sous l'égide de celle-ci. Les objectifs du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles sont très étroitement alignés sur les objectifs de la Convention. La CPM ayant pour mandat de promouvoir la mise en œuvre intégrale des objectifs de la Convention (article XI), et celle-ci ayant demandé qu'une plus grande attention soit accordée aux organismes nuisibles d'apparition récente, il est donc opportun que la CMP soit l'organe responsable du

système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. Ceci ne remet pas en cause la possibilité pour la CMP de modifier cet arrangement à l'avenir.

[30] Cet arrangement facilite également la coopération importante qui sera nécessaire pour assurer le succès du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. La Convention reconnaît le rôle des organisations régionales de la protection des végétaux (article IX) et de la coopération internationale (article XIII).

[31] Compte tenu des activités importantes envisagées pour le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, le Groupe de réflexion recommande de mettre en place un cadre opérationnel pour ce système, qui serait composé d'organisations gouvernementales et d'autres organisations aux niveaux mondial, régional et national. La direction et la supervision du système mondial seraient assurées par un Comité directeur du système. Le Groupe de réflexion a étudié et défini de manière détaillée les rôles des organisations qui participent, y compris au niveau mondial, à la gouvernance et à la mise en œuvre du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, aux côtés de la FAO et du secrétariat de la CIPV, ainsi que des ORPV, des ONPV et d'autres organisations. Les rôles sont présentés dans le document détaillé du Groupe de réflexion, intitulé «Roles at Global, Regional and National Levels for Strengthening Pest Outbreak Alert and Response Systems» (rôles joués aux niveaux mondial, régional et national dans le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles), disponible sur le PPI⁷.

[32] Quel organe de la CMP devrait être responsable du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles? Le Groupe de réflexion a étudié la question de savoir si le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles devait être établi dans le cadre du CMR ou si un nouvel organe subsidiaire devait être créé. Le Groupe de réflexion recommande idéalement la création d'un nouvel organe subsidiaire, qui serait provisoirement appelé Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, dans le but de fournir des orientations générales, d'assurer une coordination globale entre les organisations des parties prenantes à l'échelle mondiale et d'encourager la mobilisation des ressources.

[33] La création d'un nouvel organe subsidiaire est recommandée pour plusieurs raisons:

- La mise en place du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles est envisagée comme une entreprise majeure qui apportera une contribution significative aux objectifs de la Convention. Elle touche à de nombreux aspects du travail des parties contractantes et requiert donc un organe subsidiaire distinct.
- Compte tenu des préoccupations exprimées par les parties contractantes lors des récentes sessions de la CMP, et notamment au vu de l'expérience que celles-ci ont acquise face à plusieurs organismes nuisibles d'apparition récente tels que la légionnaire d'automne, il apparaît clairement que les parties contractantes souhaitent une amélioration des dispositions et des mesures institutionnelles visant à lutter contre les organismes nuisibles d'apparition récente. La création d'un nouvel organe subsidiaire permettrait de répondre à ces préoccupations de manière claire et visible.
- Le CMR supervise les travaux menés actuellement sur les infestations par des organismes nuisibles et les interventions connexes. Le CMR a accompli des progrès importants depuis sa création. Cependant, son mandat est vaste et le Groupe de réflexion comprend que le CMR assume déjà une charge de travail très importante. La mise en œuvre du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, par l'intermédiaire d'un sous-groupe du CMR, ne ferait qu'ajouter à la charge de travail déjà considérable du CMR.

⁷ Documents publiés sur le PPI: <https://www.ippc.int/fr/publications/>.

- L'établissement du Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, en qualité d'organe subsidiaire, donne une indication claire de la priorité majeure que celui-ci représente pour la CMP, et de la nécessité de le doter de ressources suffisantes. Des systèmes similaires existant dans d'autres domaines bénéficient d'un appui solide et il est moins probable que les ressources nécessaires soient mobilisées si le Comité du système était établi en tant que sous-groupe du CMR.
- En outre, les ONC sont actuellement sous la supervision du CMR et le Groupe de réflexion est convenu que la supervision des obligations en matière de notifications d'organismes nuisibles devrait être confiée au Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, tandis que les autres ONC resteraient sous la supervision du CMR (Sous-groupe du CMR chargé des ONC). Les notifications d'organismes nuisibles sont essentielles afin de recenser les enjeux nouveaux, et la communication de rapports en temps voulu permettrait d'intervenir rapidement pour résoudre ces problèmes. Le bon fonctionnement du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles doit reposer sur l'intervention rapide, le renforcement des capacités, la constitution de réseaux et la coopération entre les différents acteurs. Le regroupement des activités liées aux organismes nuisibles d'apparition récente au sein d'une même structure permettrait d'assurer une coordination plus rapide et une meilleure utilisation des ressources. Dans la plupart des cas, des procédures opérationnelles sont déjà en place et peuvent aussi être utilisées pour le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. Il pourrait cependant s'avérer nécessaire de procéder à quelques ajustements pour permettre des interventions rapides en situation d'urgence.

[34] Il est proposé que le Comité du système soit composé de dix membres ayant des compétences et une expérience pertinentes dans le domaine, dont un membre au moins appartenant à une ORPV:

- Sept membres représenteront chacune des sept régions de la FAO.
- Deux membres seront des spécialistes de domaines en rapport avec les activités du Comité et seront des universitaires, des donateurs, des représentants d'organisations internationales ou des représentants du secteur privé.
- Un membre représentera une ORPV.

[35] Le Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles pourrait avoir les fonctions suivantes:

1. *Programme de travail technique*

- Recenser les ressources nécessaires et procéder à un examen régulier des capacités requises par les parties contractantes pour mettre en œuvre les activités de la CIPV et du système.
- Identifier les mécanismes disponibles tels que les projets de coopération technique permettant de soutenir la mise en œuvre du système par les parties contractantes, dans l'éventualité d'une menace ou d'une incursion d'un organisme nuisible d'apparition récente.
- Définir et proposer des stratégies pour permettre aux parties contractantes de mieux mettre en œuvre la CIPV et le système, y compris les obligations nationales en matière de communication d'informations, en tenant compte de leurs capacités et de leurs besoins spécifiques.
- Examiner les défis auxquels les parties contractantes sont confrontées dans le cadre du système.
- Recommander à la CMP des actions prioritaires à mettre en œuvre pour améliorer le système, sur la base d'une analyse des résultats des activités susmentionnées.

- Définir et recommander de nouvelles technologies de détection et d'intervention rapide face aux infestations par des organismes nuisibles d'apparition récente, qui pourraient permettre d'améliorer le système.
- Suivre et évaluer les mesures prises au titre du cadre stratégique de la CIPV et des autres stratégies, cadres et plan(s) de travail qui y ont trait.

2. Gestion efficace et efficiente du Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles

- Élaborer, approuver et maintenir une liste de priorités pour les activités du système, en accord avec les priorités de la CMP.
- Examiner les nouveaux projets liés au système, veiller à ce qu'ils soient conformes aux objectifs stratégiques de la CIPV, qu'ils aient une valeur stratégique et qu'ils offrent un avantage concurrentiel, et recommander les projets qui répondent à ces critères à la CMP, pour approbation.
- Définir les procédures et critères voulus pour la production, la surveillance et l'approbation des ressources techniques nécessaires aux activités d'alerte et d'intervention.
- Recommander à la CMP d'établir et de supprimer des sous-groupes du Comité du système qui entreprennent certaines activités spécifiques et certaines tâches y relatives, et dont la composition et la mission seront déterminées dans le cadre d'un mandat.
- Assurer la supervision des sous-groupes du Comité du système.
- Créer des groupes de travail spéciaux chargés d'étudier des questions précises.
- Demander des avis et/ou des contributions à des groupes techniques (par l'intermédiaire du CMR) sur les questions qui relèvent des travaux du Comité du système et à d'autres groupes ou organisations qui assistent le secrétariat de la CIPV.
- Examiner périodiquement les fonctions, les procédures et les résultats du Comité du système.
- Suivre et évaluer l'efficacité de ses activités et produits.
- Mettre au point des projets qui contribuent à la concrétisation des priorités fixées par la CMP, en ce qui concerne la mise en œuvre.

3. Travailler avec le Secrétariat

- Donner des indications concernant les activités d'alerte et d'intervention à insérer dans le plan de travail du secrétariat.
- Évaluer et classer par ordre de priorité les ressources en ligne et les ressources techniques pertinentes pour la mise en œuvre du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles et de la CIPV.
- Favoriser la prévention des différends, qui découle d'une mise en œuvre efficace.
- Superviser les processus relatifs aux obligations nationales en matière de communication d'informations.
- Contribuer à la création et au maintien de relations avec les donateurs, les partenaires et d'autres organisations publiques ou privées intéressées par les activités d'alerte et d'intervention dans le domaine phytosanitaire.
- Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de communication du secrétariat de la CIPV.
- Le secrétariat est chargé de coordonner les travaux du Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles et de lui fournir un appui administratif, rédactionnel, opérationnel et technique. Le secrétariat donne au Comité des avis sur la disponibilité et l'utilisation des ressources financières et humaines.

[36] Le Comité collaborera avec le CMR qui, à son tour, coordonnera son action avec le Comité des normes pour assurer la complémentarité et l'efficacité des activités d'établissement et de mise en œuvre de normes, en accord avec les priorités convergentes établies aux fins de la mise en œuvre du système d'alerte et

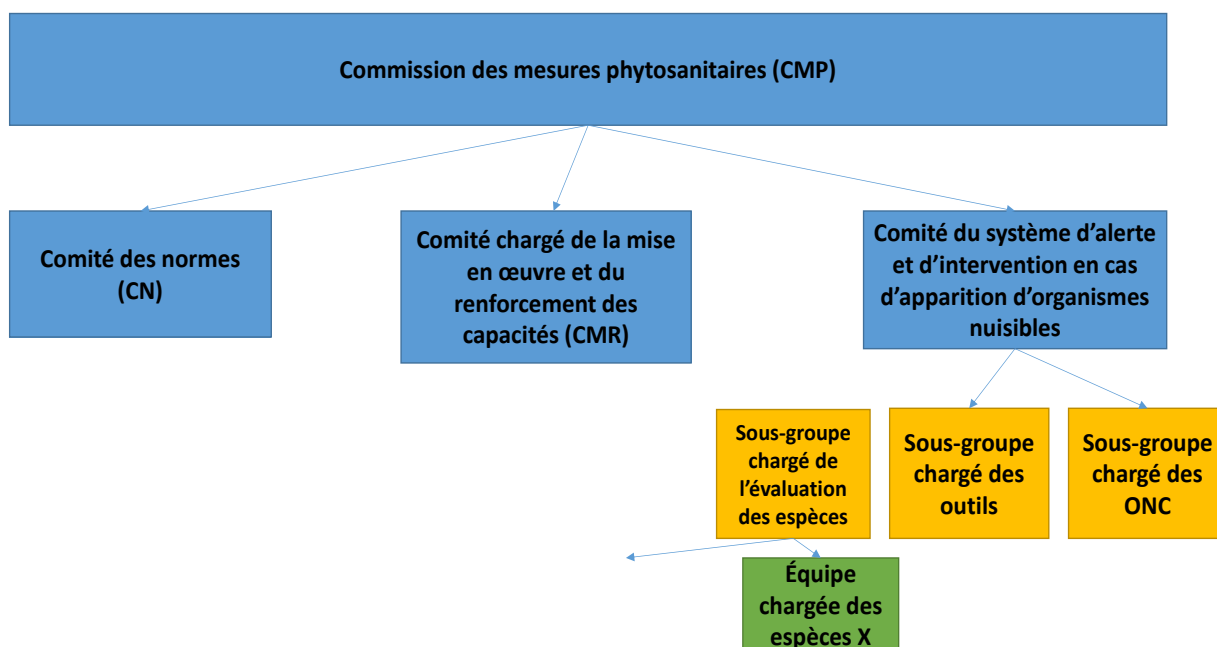
d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. Cette collaboration s'opérera à plusieurs niveaux (secrétariat, présidents, membres, responsables et sous-groupes, par exemple). Le président du Comité sera chargé d'assurer la coordination avec les présidents du CMR et du CN. La collaboration entre le Comité, le CMR et le CN comprendra:

- l'alignement des priorités;
- l'élaboration de plans de mise en œuvre pour les systèmes d'alerte et d'intervention;
- l'analyse des réponses aux appels à propositions de thèmes et des difficultés à traiter;
- l'examen conjoint du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre et la formulation de recommandations à l'intention de la CMP, pour approbation par l'intermédiaire du Groupe de la planification stratégique.

[37] **Trois sous-groupes du Comité** seraient mis en place pour évaluer les espèces, les outils et les ONC et se réuniraient régulièrement pour mettre en œuvre les aspects techniques du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, notamment pour mettre au point la version finale de la procédure d'évaluation des espèces à déclarer en tant qu'organismes nuisibles d'apparition récente et pour en assurer la mise en œuvre.

[38] Pour chaque organisme nuisible déclaré comme étant «d'apparition récente», une équipe du Comité pourrait être constituée, telle que celles récemment mises en place pour la chenille légionnaire d'automne ou la fusariose du bananier (race tropicale 4). L'organigramme du Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, en qualité d'organe subsidiaire de la CMP, est présenté à la figure 3.

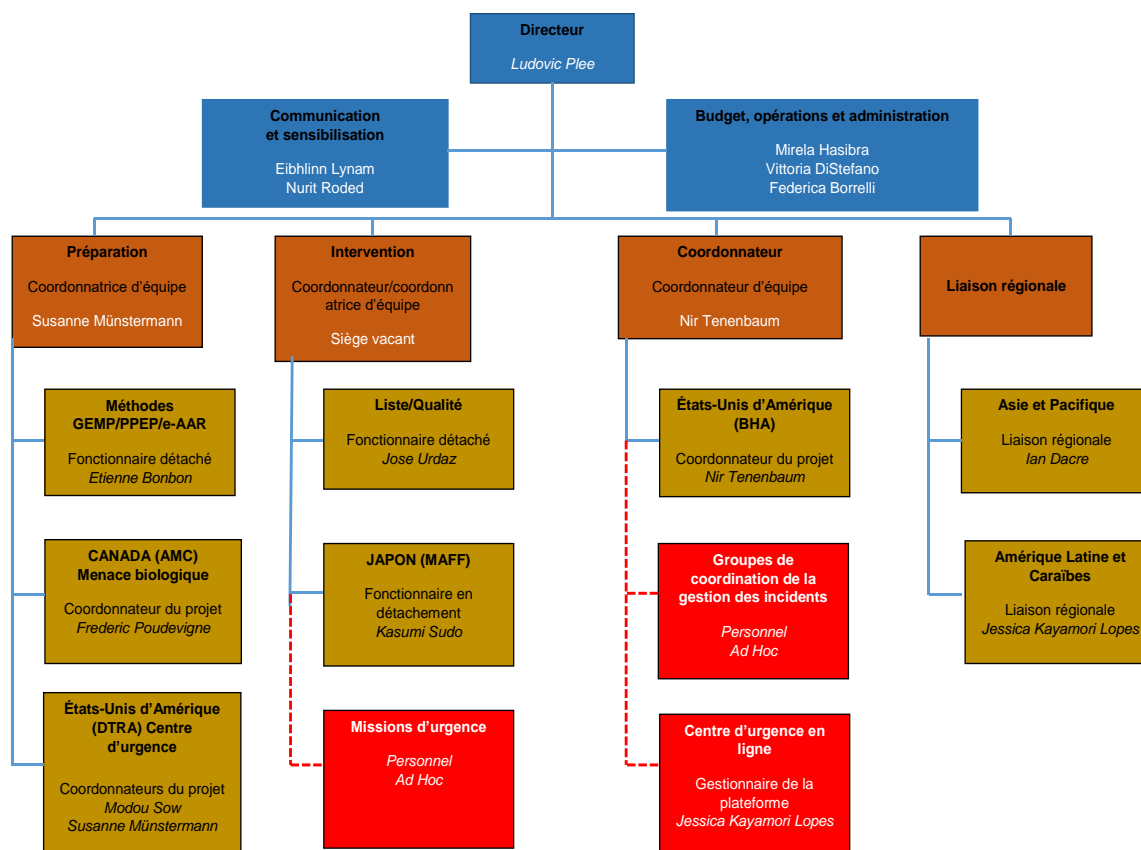
Figure 3: Organigramme du Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, en qualité d'organe subsidiaire de la CMP, ainsi que les sous-groupes et les équipes



Organigramme des organes directeurs proposés

- [39] Le président du Comité doit assurer la coordination avec le CMR et avec le CN lorsque cela est nécessaire, afin de créer des synergies entre les activités des différents organes subsidiaires de la CMP. Il convient de s'assurer que les équipes disposent de l'expertise appropriée en matière de diagnostic et que les experts soient en liaison avec les chefs de file de disciplines concernés au sein du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic.
- [40] **Quelles sont les implications pour le secrétariat?** La nécessité d'une réorganisation du secrétariat de la CIPV est envisagée afin de permettre la création d'un nouvel organe subsidiaire. Il conviendrait de disposer de membres du personnel du secrétariat spécialement chargés de fournir un appui au système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, et de mettre en œuvre le programme y relatif. Cette activité devrait être financée en partie par le budget ordinaire, aussi bien que par des fonds extrabudgétaires. Des efforts devraient être consentis pour le maintien en poste du personnel, afin de conserver l'expertise et de tirer parti de l'expérience acquise au fil des ans.
- [41] Le Groupe de réflexion a entrepris un examen détaillé des systèmes d'alerte et d'intervention les plus importants à travers le monde afin de procéder au mieux à la mise en place du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles.
- [42] Ainsi, les frais de fonctionnement du réseau national argentin de surveillance s'élèvent à 30 000 USD par an (environ), en termes de conception et de maintenance des logiciels, et une équipe composée de trois professionnels travaille également sur ce système.
- [43] L'organigramme de l'unité d'intervention en cas d'urgence de santé animale de la FAO est présenté dans la figure 4 ci-dessous, à titre d'exemple relevant du domaine de la santé animale uniquement.
- [44] Des débats préliminaires ont déjà été entamés avec le responsable du Centre de gestion des urgences de santé animale afin d'étudier la possibilité de collaborer à un programme commun qui pourrait être mis en place pour contribuer aux activités liées aux urgences de santé animale et végétale, de conjuguer les ressources et de tirer parti de l'expérience acquise. Le Centre de gestion des urgences de santé animale est placé sous la direction de l'unité de secours d'urgence de la FAO (OIR).

Figure 4: Organigramme de l'unité du Centre de gestion des urgences de santé animale de la FAO



[45] **Premières étapes de la mise en œuvre du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles** Le Groupe de la planification stratégique s'est dit préoccupé par les défis et les répercussions à long terme associés à la création d'un nouvel organe subsidiaire de la CMP. Le Groupe de réflexion propose, en accord avec la proposition du Groupe de la planification stratégique, **qu'un Groupe directeur inspiré de celui d'ePhyto soit initialement mis en place** afin d'étudier les éventuels coûts, avantages et rentabilité de l'investissement. **Le Groupe directeur pourrait être mis en place sous la supervision du Bureau de la CMP et être mandaté pour une durée de trois ans**, en étant tenu de faire rapport à la CMP. Une proposition de mandat a été rédigée pour le Groupe directeur et figure à l'appendice 1. La participation de représentants d'associations internationales ou régionales de producteurs et de professionnels, ou d'autres représentants du secteur privé, n'est pas prévue au cours des trois premières années, mais ceux-ci pourraient y être invités par la suite.

[46] Le Groupe directeur serait chargé de mettre en chantier le plan de travail du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, d'analyser les avantages et les inconvénients que présentent la création d'un Comité (organe subsidiaire de la CMP), et de contribuer à évaluer la rentabilité de l'investissement.

7. Plan de travail du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles

[47] Le plan de travail comprenant les activités principales, tel qu'il a été présenté dans le document relatif à la mise en œuvre du programme de développement du Cadre stratégique pour la période 2020-2024, dont la CMP a pris note en 2019, est toujours en vigueur. Le tableau 1, ci-dessous, énumère les activités ainsi que leur état d'avancement.

TABLEAU 1	
Activités et tâches	État d'avancement de l'activité
1. Analyse et rapports – situation, à l'échelle mondiale, de l'analyse et de la communication des risques liés à des organismes nuisibles d'apparition récente, obstacles à la communication d'informations.	En cours – presque terminé, voir étude.
2. Définition de la structure organisationnelle et des besoins des utilisateurs qu'il conviendra de mettre en place afin d'améliorer le système d'analyse et de communication d'informations.	Voir les propositions du Groupe de réflexion.
3. Élaboration et adoption à l'échelle mondiale de politiques porteuses permettant d'encourager et d'optimiser la communication d'informations, y compris le mandat et les structures opérationnelles de la CIPV.	Voir les recommandations formulées par le Groupe de réflexion à l'intention du Sous-groupe du CMR chargé des ONC. Le Groupe de réflexion de la CMP recommande la mise en place d'un système de veille épidémiologique à partir de sources ouvertes (EIOS).
4. Mise en place d'un réseau d'expertise/outils pour les interventions phytosanitaires d'urgences, qui sera mis à la disposition de toutes les ONPV via une plateforme mondiale.	Voir les propositions du Groupe de réflexion.
5. Élaboration, adoption et mise en application de processus permettant de mobiliser rapidement l'expertise et les ressources nécessaires aux interventions.	Voir les propositions du Groupe de réflexion de la CMP relatives aux systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles.
6. Mise en place d'une boîte à outils pour le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles.	Voir les recommandations du Groupe de réflexion sur les outils à élaborer ainsi que sur la gouvernance à mettre en place pour élaborer ces outils.
7. Facilitation de l'adoption, à l'échelle mondiale, du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, et campagne de sensibilisation auprès des bailleurs de fonds potentiels.	Des débats sont en cours en vue de conjuguer les activités avec celles du Centre de gestion des urgences de santé animale de la FAO.

Tableau 1: Activités principales, telles que définies dans le document relatif à la mise en œuvre du programme de développement du Cadre stratégique pour la période 2020-2024, dont la CMP a pris note en 2019, et état d'avancement de chacune des activités menées depuis janvier 2022

8. Budget consacré à la conduite des activités du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles au sein du secrétariat de la CIPV

[48] À sa quatorzième session (2019), la CMP a «appelé le secrétariat de la CIPV à créer un fonds d'affectation spéciale d'urgence pour gérer les questions liées aux organismes nuisibles d'apparition récente et aux situations d'urgence. S'agissant de gérer les problèmes liés à ces organismes, les parties contractantes ont encouragé la FAO et le secrétariat de la CIPV à adopter une approche globale plutôt qu'une approche par

pays.»⁸ Le secrétariat de la CIPV a étudié ce point et a estimé que le fonds fiduciaire multidonateurs qui existe à l'heure actuelle pouvait être utilisé à cette fin, sans qu'il soit nécessaire de créer un nouveau fonds fiduciaire. En effet, les parties contractantes et d'autres partenaires fournisseurs de ressources ont déjà la possibilité de contribuer aux priorités associées aux organismes nuisibles d'apparition récente et aux problèmes liés aux situations d'urgence, dans le cadre du fonds fiduciaire multidonateurs.

- [49] Le système d'alerte et d'intervention proposé constituerait un nouveau système, s'inspirant d'autres systèmes similaires tel que celui consacré à la santé animale, mais devant être adapté aux particularités de la santé végétale. Sa structure initiale doit reposer sur un petit noyau de personnel entièrement consacré à cette tâche.
- [50] Afin d'assurer le fonctionnement continu et la viabilité du système, il faudrait envisager que des fonds du budget ordinaire soient alloués à ces activités. Par ailleurs, des fonds extrabudgétaires pourraient également être mobilisés.
- [51] Les ressources humaines suivantes seraient nécessaires pour soutenir les systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, ainsi que les activités menées initialement par le Groupe directeur (estimations en USD):
- un gestionnaire (niveau P4, 200 000 USD par an)
 - un développeur informatique spécialisé (niveau P2, 130 000 USD par an)
 - un fonctionnaire administratif à temps partiel (niveau G3, 40 000 USD par an)
 - deux fonctionnaires scientifiques (niveau P2, 140 000 USD par an x 2 = 280 000 USD par an)
 - un fonctionnaire des ressources humaines chargé des relations avec les régions et les ORPV, le nexus «Une seule santé», l'OMS et d'autres organisations pertinentes (niveau P3, 160 000 USD par an)
 - un spécialiste de la communication à temps partiel (consultant, 40 000 USD par an)
- [52] Un montant supplémentaire de 100 000 USD par an devrait être mis à disposition pour l'achat de services externes tels que les services de traduction et d'assistance informatique, ainsi que pour la tenue de réunions d'experts. Le budget consacré au personnel, y compris le matériel, peut être estimé à 950 000 USD par an.
- [53] Le démarrage des activités et la gestion du Groupe directeur pendant les trois premières années nécessiteraient au minimum:
- un gestionnaire à temps partiel (niveau P4, 100 000 USD par an)
 - un développeur informatique spécialisé à temps partiel (niveau P2, 65 000 USD par an)
 - un fonctionnaire administratif à quart-temps (niveau G3, 20 000 USD par an)
 - un fonctionnaire scientifique (niveau P2, 140 000 USD par an)
- [54] Comme indiqué ci-dessus, un montant supplémentaire de 100 000 USD par an au moins devrait être mis à disposition pour l'achat de services externes tels que les services de traduction et d'assistance informatique, ainsi que pour la tenue de réunions d'experts, éventuellement en présentiel.
- [55] Le secrétariat de la CIPV se chargerait de la gestion des activités quotidiennes afin d'assurer l'exécution du plan de travail du système.

⁸ FAO, Rapport de la quatorzième session de la Commission des mesures phytosanitaires (2019) établi par le secrétariat de la CIPV. 295 pages. https://www.ippc.int/static/media/files/publication/fr/2019/08/CPM-14_Report_withISPMs_FRENCH-2019-08-06.pdf.

9. Comment seraient gérées les interventions d'urgence sur le terrain?

- [56] Un système mondial d'alerte et d'intervention bien structuré devrait permettre de donner des orientations et des informations aux parties contractantes quant aux mécanismes disponibles pour réagir rapidement face aux incursions d'organismes nuisibles d'apparition récente et aux infestations par ces organismes, afin d'en prévenir les effets dévastateurs sur la production et la commercialisation des aliments.
- [57] Les interventions d'urgence visant à lutter contre un organisme nuisible peuvent être de durée limitée (quelques mois) ou se prolonger pendant plusieurs années, si nécessaire. Le budget requis pour de telles interventions sur le terrain peut aller de quelques centaines de milliers à plusieurs millions d'USD, selon l'ampleur du foyer. Des outils permettant de faciliter l'estimation des coûts de ces interventions sont disponibles pour certains organismes nuisibles, notamment des organismes de quarantaine tels que les mouches des fruits.
- [58] Le secrétariat de la CIPV ne participerait pas directement aux interventions d'urgence menées sur le terrain. C'est le Centre de gestion des urgences de la FAO qui assure cette mission en ce qui concerne les organismes nuisibles et les maladies d'apparition récente constituant une préoccupation pour la santé animale. Le Centre est doté d'une structure organisationnelle comprenant des coordonateurs au niveau régional, et dispose d'un personnel suffisant et de ressources financières adéquates provenant de contributions extrabudgétaires qui permettent d'aider les États membres sur le plan opérationnel, notamment en soutenant les laboratoires de diagnostic nationaux et les interventions sur le terrain. Le Centre comprend un Groupe de coordination de la gestion des incidents, comparable à un comité directeur, dont l'un des rôles principaux est de définir la gouvernance des entités participantes et de mobiliser les parties prenantes des organisations publiques et privées. Il est recommandé qu'une configuration similaire soit établie au sein du Centre pour la santé végétale, éventuellement dans le cadre de l'initiative «Une seule santé».
- [59] La CMP est invitée à:
- 1) *Convenir*, à titre de mesure provisoire, d'établir un Groupe directeur du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles afin de faire avancer le plan de travail.
 - 2) *Approuver le mandat du Groupe directeur du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles* présenté à l'appendice 1 (du présent document) et convenir de faire appel à des experts.
 - 3) *Réfléchir* à la manière dont il convient d'affecter les ressources afin d'assurer la durabilité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, notamment en demandant au secrétariat de la CIPV d'allouer des fonds du budget ordinaire.
 - 4) *Envisager* de consacrer des ressources extrabudgétaires pour aider à financer le plan de travail du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles.
 - 5) *Envisager* de demander au Comité des normes de demander au Groupe technique sur le Glossaire de réfléchir à l'expression «organisme nuisible d'apparition récente» en vue de son inclusion dans la NIMP 5 (Glossaire des termes phytosanitaires), ainsi qu'à la proposition faite par le Groupe de réflexion en ce qui concerne cette définition.

MANDAT DU GROUPE DIRECTEUR DU SYSTÈME MONDIAL D'ALERTE ET D'INTERVENTION EN CAS D'APPARITION DE FOYERS D'ORGANISMES NUISIBLES

1. Contexte

- [1] Au cours de la quatorzième session de la CMP (2019), les États Membres ont apporté un appui ferme à la mise en place d'un système mondial d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles, dans la mesure où il n'existait pas de système de ce type au sein de la communauté de la CIPV.
- [2] Les participants à la quatorzième session de la CMP (2019) ont demandé au Bureau d'élaborer un plan d'action pour mettre en place un système d'intervention d'urgence de la CIPV contre les organismes nuisibles et de le soumettre à la Commission, à sa quinzième session (2020), avec la contribution du Groupe de la planification stratégique. Le secrétariat de la CIPV a élaboré ce plan d'action et l'a aligné sur l'élément du programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV intitulé «Renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles». Les notions d'«organismes nuisibles d'apparition récente» et de «situations d'urgence» faisaient partie intégrante de ce plan d'action et le champ d'application était limité aux organismes de quarantaine ou aux organismes de quarantaine potentiels.
- [3] Un Groupe de réflexion sur le système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles a formulé des recommandations en 2022, en faveur de la création d'un nouvel organe subsidiaire de la CMP, le Comité du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. Le Groupe de la planification stratégique s'est dit préoccupé par les répercussions à long terme, les implications en termes de financement et les défis associés à la création d'un nouvel organe subsidiaire de la CMP, ainsi que par la nécessité d'étudier les éventuels coûts, avantages et rentabilité de l'investissement. Afin d'étudier ces éléments de manière plus approfondie, le Groupe de réflexion a proposé qu'un Groupe directeur inspiré de celui d'ePhyto soit initialement mis en place, à titre de mesure provisoire.

2. Mission

- [4] Le Groupe directeur du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles coordonnera l'action menée par la CIPV aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un système mondial d'alerte et d'intervention, et formulera des orientations et des avis à ce sujet, tout en évitant les chevauchements d'activités et en créant des synergies avec d'autres systèmes.

3. Durée et examen

- [5] Le Groupe directeur du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles sera initialement mis en place pour une période de trois ans et formulera chaque année des recommandations relatives à ses travaux futurs, à l'intention de la CMP.

4. Composition du Groupe directeur

- [6] Les membres du Groupe directeur sont sélectionnés au regard de leurs compétences et de leurs connaissances et sont au nombre de neuf:
- un expert au moins provenant d'une ORPV;
 - deux experts au moins provenant d'ONPV;
 - un représentant au moins d'un donateur;
 - un représentant au moins d'une institution de recherche internationale ou régionale;

- un représentant au moins d'une organisation internationale concernée par les infestations par des organismes nuisibles et les interventions connexes;
- un représentant du Comité des normes et un représentant du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités.

[7] Le secrétariat de la CIPV soutient l'équité, la diversité et l'inclusivité et encourage tous les experts intéressés à soumettre leur candidature pour faire partie du Groupe directeur du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles. Les membres du Groupe directeur seront sélectionnés sur la base de leur expertise technique et pratique dans le domaine. La représentation géographique des pays en développement et des pays développés sera également prise en compte afin de veiller à ce que les résultats soient pertinents et applicables à l'échelle mondiale, et reflètent les meilleures pratiques recensées dans le monde entier.

[8] Les membres du Groupe directeur devraient être sélectionnés en fonction des critères suivants:

- participation active aux dispositifs mondiaux et/ou régionaux existants en matière d'alerte et d'intervention,
- expérience dans la conception et la gestion des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles,
- expérience avérée dans la promotion et l'établissement de partenariats public-privé,
- compréhension approfondie des normes et de la législation phytosanitaires internationales.

[9] Le Président sera choisi par les membres et restera en fonction jusqu'à l'achèvement du mandat du Groupe directeur.

[10] Le secrétariat de la CIPV fournira un appui au Groupe directeur, en coordonnera et en facilitera les fonctions.

5. Rapports

[11] Le secrétariat de la CIPV fait rapport au Bureau de la CMP au nom du Groupe directeur.

6. Fonctions

[12] Les fonctions du Groupe directeur du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles seront les suivantes:

- définir clairement les rôles relatifs du Groupe directeur par rapport au CMR, afin de créer des synergies et d'éviter les chevauchements d'activités;
- analyser les avantages et les inconvénients que présente la création d'un Groupe directeur, ainsi que la rentabilité de l'investissement, entre autres fonctions;
- assurer une mise en œuvre cohérente du système;
- établir des lignes directrices tournées vers l'avenir;
- formuler des recommandations quant aux ressources nécessaires au système (en termes de personnel et de financement);
- fournir l'accès au nouveau système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles;
- promouvoir et structurer la mise en place de réseaux d'organisations et d'experts internationaux concernés par le système;

- promouvoir et structurer un réseau d'échange d'informations et de mobilisation de ressources face à une menace imminente, une incursion ou l'apparition d'un foyer afin de faciliter les campagnes de sensibilisation auprès des donateurs;
- constituer des groupes de travail chargés de tâches spécifiques telles que l'établissement de critères relatifs aux organismes nuisibles d'apparition récente, ainsi qu'une procédure claire permettant d'évaluer et de classer les organismes nuisibles d'apparition récente, comme l'a recommandé le Groupe de réflexion.

7. Financement et organisation des réunions

- [13] Le financement de la participation des membres du Groupe directeur à des réunions régulières et extraordinaires sera assuré par les membres des organisations respectives ou par l'intermédiaire du fonds créé spécialement à l'appui du système d'alerte et d'intervention en cas d'apparition de foyers d'organismes nuisibles.
- [14] Le Groupe directeur fournira un rapport à la CMP, au nom du Bureau de la CMP. Il se réunira en ligne de façon ponctuelle, en fonction des besoins, et si possible au siège de la CIPV à Rome, ou dans un autre endroit convenu d'un commun accord.